

LE CERCLE

Les Echos - Le Cercle (site web)
mercredi 17 juin 2026 - 09:10 UTC +0200 865 mots

Universités : « L'ouverture de nouvelles formations professionnalisées post-bac est la première urgence »

Artisan d'art, coach sportif, designer culinaire... Malgré une offre de formation en pleine évolution, l'université publique reste victime de préjugés qui masquent la diversité de ses formations. Selon Laurent Gatineau, président de CY Cergy Paris Université, l'enjeu est de mieux informer les lycéens et de donner aux établissements les moyens de répondre aux besoins du marché du travail.

Des universités ultra-politisées et sous-dotées, en déliquescence, ne menant les étudiants à aucun avenir à l'heure de l'IA...

De nombreuses familles ont cette idée en tête et c'est une des raisons pour lesquelles le nombre d'étudiants progresse beaucoup plus fortement dans les établissements supérieurs privés que dans les universités.

La diversification de l'offre

Mais c'est mal connaître la réalité de ces universités. Qui sait par exemple qu'à CY Cergy Paris Université on forme des jeunes artisans d'art, à la gestion, à l'histoire de l'art, aux langues étrangères... afin de leur permettre de reprendre dans de bonnes conditions les ateliers de leurs aînés, très nombreux à prendre leur retraite ?

Qu'on peut se préparer, sur ce même campus, à devenir coach sportif, ingénieur en génie civil formé aux spécificités du nucléaire, designer culinaire, technicien criminalistique, directeur d'exploitation à la RATP ? Que 2.500 de nos étudiants se forment chaque année en alternance ? Que ceux qui s'orientent vers les métiers du travail social, de la construction durable, du droit fiscal ou de la logistique, ont l'embarras du choix quand ils cherchent ensuite un poste ? Que le salaire moyen des diplômés de master est de 2.600 euros net ?

Les universités ont considérablement évolué ces dernières années, sans que le grand public en ait forcément conscience. A CY, notre établissement coiffe une multitude d'écoles et de filières de formation, permettant aux étudiants, dont 80 % vivent à proximité, de fréquenter des camarades engagés dans des parcours diversifiés et d'élargir ainsi leurs horizons, de vivre une vraie « vie étudiante », tout en se préparant à un métier.

Des dispositifs d'orientation inadéquats

Les lycéens et leurs familles ont malheureusement peu conscience de cette richesse des choix offerts par les universités. Sur la plateforme Parcoursup, où leurs vœux viennent d'être validés, trois quarts des jeunes demandent à être inscrits à l'université dans seulement quatre filières d'étude : la médecine, le droit, la psychologie et les STAPS.

Comme si la société n'était faite que de médecins, d'avocats et de magistrats, de thérapeutes, de professeurs de sport... On remarque aussi que la plupart de ces filières d'études ne s'inscrivent pas dans la continuité des disciplines phare du lycée. Comme si les bacheliers voulaient avant tout changer d'horizon !

Les dispositifs d'orientation scolaire se sont améliorés ces dernières années dans le second degré mais on est encore loin du compte. Les collèges et lycées doivent évoluer pour que tous les jeunes comprennent très tôt que les voix de réussite sont plurielles, pour qu'ils arrivent chacun à se projeter dans des métiers et redoublent d'efforts pour atteindre leurs objectifs, au rythme qui est le leur, en profitant ensuite le cas échéant de passerelles.

Financer l'avenir des universités

Les pouvoirs publics doivent aussi permettre aux universités d'avancer avec plus de sérénité dans leur mutation.

L'ouverture de nouvelles formations professionnalisées post-bac est probablement la première urgence, afin d'éviter que des bacheliers refusés dans les cursus de leurs choix, s'orientent vers des filières universitaires théoriques qui ne correspondent ni à leurs souhaits ni à leurs capacités et y échouent toujours en grand nombre.

Cette hécatombe se poursuit depuis des années. Les jeunes les plus fragiles en sont les premières victimes. Les

enseignants-chercheurs les plus vaillants s'y découragent. La question doit être abordée de front.

Une sécurisation financière des établissements universitaires est par ailleurs nécessaire. La diversification des formations entraîne une hausse des coûts. Mais l'augmentation des ressources publiques correspondante n'est pas au rendez-vous.

Bien sûr, il est possible de multiplier les partenariats avec des acteurs professionnels, mais ce manque de visibilité est pénalisant. La réduction des possibilités d'apprentissage et d'alternance qui ont permis ces dernières années à des étudiants de milieu modeste de mener des études ambitieuses tout en étant rémunérés, est symptomatique de cette instabilité des politiques publiques. Comment travailler sereinement dans un cadre aussi changeant, sans les moyens d'une véritable autonomie ?

Des Assises sur le financement des universités ont démarré le 8 janvier et leurs travaux devraient durer six mois. Une commission d'enquête a par ailleurs été lancée le 25 mars au Sénat, s'interrogeant sur la capacité des établissements français à maintenir leur excellence académique. Espérons que des questions politiciennes ne viennent pas parasiter les débats et que les sujets cruciaux soient véritablement traités.

Laurent Gatinéau est président de CY Cergy Paris Université.

Laurent Gatinéau

Encadré(s) :

CHRONIQUE - Il faut réguler l'enseignement supérieur ! <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/il-faut-reguler-lenseignement-superieur-2233181>

TRIBUNE - « Ce métier n'est pas pour moi » : « Aucun enfant ne devrait grandir en pensant que sa vie est déjà écrite » <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/ce-metier-nest-pas-pour-moi-aucun-enfant-ne-devrait-grandir-en-pensant-que-sa-vie-est-deja-ecrite-2227379>

EN CHIFFRES - Financement des universités : les présidents invités à gérer leur budget autrement <https://www.lesechos.fr/politique-societe/education/financement-des-universites-les-presidents-invites-a-gerer-leur-budget-autrement-2223267>

DECRYPTAGE - Gaspillage d'argent public, dysfonctionnements préoccupants : pourquoi les grandes écoles et les universités sont en colère <https://www.lesechos.fr/politique-societe/education/gaspillage-dargent-public-dysfonctionnements-preoccupants-pourquoi-les-grandes-ecoles-et-les-universites-sont-en-colere-2225942>

© 2026 Les Echos. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260617-ECL-01902224444603